

Accord collectif national

EXPLOITATIONS ET ENTREPRISES AGRICOLES
(23 décembre 1981)

(Etendu par arrêté du 3 mars 1982,
Journal officiel du 17 mars 1982)

AVENANT N° 16 DU 13 NOVEMBRE 2008

NOR : AGRS0997038M

Entre :

La FNSEA,
Les entrepreneurs des territoires (EDT) ;
L'UNEP ;
La FNB ;
La FFPP ;
La FNCUMA ;
L'USRTL,

D'une part, et

La fédération générale agroalimentaire CFTD ;
La fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation et
des secteurs connexes FO ;
La fédération de l'agriculture CFTC ;
Le SNCEA CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Champ d'application

Le présent accord est applicable sur l'ensemble du territoire français, (métropole et départements d'outre-mer) aux salariés et employeurs des exploitations et entreprises agricoles ayant une activité définie à l'article L. 722-1 du code rural, 1° (à l'exception des centres équestres, entraîneurs de chevaux de courses, champs de courses et des parcs zoologiques), 2°, 3° (à l'exception de l'Office national des forêts) et 4°, ainsi qu'aux coopératives d'utilisation de matériel agricole.

Article 2

Convention de forfait sur la base annuelle d'heures de travail pour les salariés non cadres

Les partenaires sociaux signataires décident :

- de modifier l'intitulé du paragraphe 3 « Conventions de forfait » de l'article 7.3. Rémunération des heures supplémentaires du chapitre VII Heures supplémentaires, par le paragraphe 3 « Conventions de forfait sur la base mensuelle d'heures de travail » ;
- d'insérer à la fin de ce nouveau paragraphe 2, un nouveau paragraphe intitulé 4 « Conventions de forfait sur la base annuelle d'heures de travail ».

Ce paragraphe 4 comporte les dispositions suivantes :

« Conventions de forfait sur une base annuelle d'heures de travail

Une convention de forfait sur une base annuelle d'heures de travail peut être conclue avec des salariés cadres et non cadres.

Cette durée annuelle du travail peut être supérieure à 1 607 heures sans pouvoir excéder une durée supérieure annuelle aux durées maximales fixées à l'article 8.4 du présent accord pour un salarié ayant des droits complets en matière de congés payés.

Sont considérés comme pouvant recourir aux conventions de forfait sur une base annuelle d'heures de travail :

- les salariés non cadres relevant des niveaux III et IV dans la grille de classification de l'accord national de méthode du 18 décembre 1992, de par l'autonomie dont il dispose dans l'exécution et l'organisation de leur travail telles que reconnues dans la classification ;
- les techniciens et agents de maîtrise ainsi que les cadres tels que définis dans l'accord national de méthode du 23 avril 2008, de par l'autonomie inhérente à leur fonction.

Il ne peut être conclu une convention de forfait sur une base annuelle d'heures de travail qu'après acceptation du salarié. La convention de forfait figure dans le contrat de travail ou dans un avenant au contrat de travail. Dans ce dernier cas, le refus du salarié ne peut être considéré comme constituant un motif de licenciement.

Cette durée annuelle d'heures de travail doit être précisée dans le contrat de travail ou dans l'avenant au contrat de travail. Elle donne lieu à la détermination d'une durée de travail mensuelle moyenne. Cette durée mensuelle peut varier de 1 mois à l'autre mais doit être en moyenne respectée sur l'année.

La réalisation de la durée annuelle d'heures de travail mentionnée dans le contrat de travail ou dans l'avenant au contrat de travail ne peut amener l'exécution d'heures de travail au-delà des durées maximales journalière et hebdomadaire.

La mise en place de la convention de forfait doit être complétée par l'établissement d'un dispositif de contrôle de la durée réelle de travail. Ce document fait apparaître la durée hebdomadaire et journalière de travail.

La rémunération mensuelle du salarié est lissée sur la base de la durée moyenne mensuelle. Cette rémunération doit être au moins égale à ce que le salarié aurait reçu compte tenu du salaire minimum conventionnel applicable dans l'entreprise, majoré selon les dispositions prévues au paragraphe 1 sur les heures supplémentaires du présent article 7.3.

Toute absence, sauf celle assimilée à un temps de travail effectif par la loi ou les dispositions conventionnelles, est déduite de la durée de travail et de la rémunération au prorata.

Les heures éventuellement effectuées au-delà de la durée annuelle fixée au contrat ou à l'avenant donnent lieu à la fin de la période annuelle fixée à paiement avec les majorations correspondantes calculées par rapport à la durée moyenne hebdomadaire réellement effectuée.

Article 3

Entrée en vigueur

Le présent accord entrera en vigueur le jour suivant celui de la publication de son arrêté d'extension.

Article 4

Dépôt et extension

Le présent accord est déposé conformément aux dispositions légales. Son extension est demandée.

Fait à Paris, le 13 novembre 2008.

(Suivent les signatures.)